Vendredi 28 septembre 1979 – No 1 135

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

# l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

# Troupes françaises hors de Centre-Afrique

voir page 2 et 3

## Giscard aide «les pauvres capitalistes»

Faut-il ou ne faut-il pas publier le rapport sur les « aides » à l'industrie mis au point par l'inspecteur des finances Hannoun ? Comme l'année dernière, à pareille époque, l'on parlait du rapport Nora sur la télématique, aujourd'hui, on parle du « rapport Hannoun ».

Que dit ce rapport ? En gros, que les aides publiques consenties à l'industrie sont très mal réparties, mal utilisées, pas efficaces.

Est-ce que cela doit nous surprendre ? Non, assurément. Pourquoi ? Les monopoles capitalistes et le gouvernement ont partie liée. Giscard lui-même est très lié à des monopoles comme la Thomson ou Empain-Schneider pour des raisons familiales ou autres d'ailleurs.

La politique gouvernementale en matière industrielle est de favoriser des secteurs de pointe où les capitalistes français ont une certaine aisance ou des secteurs d'avenir où l'argent à gagner est considérable.

C'est vrai de l'électronique, de l'électronucléaire, de l'aéronautique, de la sidérurgie fine, de l'industrie pétrolière offshore (plates-formes de forage), etc.

Le fait que des groupes comme Empain, Thomson, la CGE, Dassault, la SNIAS (qui deviendra bénéficiaire cette année à cause des commandes reçues), CII, Alsthom-Atlantique, reçoivent d'importants subsides est donc la parfaite illustration de cette politique.

Ces groupes monopolisent près de 50 % des aides publiques. A quoi peut bien servir l'argent du contribuable, notre argent ? Apparemment pas à embaucher car aucun de ces groupes (hormis la CII) n'a embauché de travailleurs. Des secteurs comme la téléphonie (Thomson ou CGE par leurs filiales) licencient à tour de bras, de même qu'Empain par sa filiale Creusot-Loire dans la sidérurgie fine.

Une partie de ces aides sert à financer la recherche des groupes pour élaborer de nouveaux produits plus compétitifs sur le marché face à leurs concurrents. Cela leur évite d'immobiliser des fonds dans ce secteur et leur permet de les placer ailleurs, de racheter des usines ou de s'allier avec d'autres groupes.

Cette aide financière est donc une véritable aubaine pour les capitalistes, et ils n'hésitent pas à en redemander comme viennent de le faire Usinor et Sacilor récemment (plusieurs milliards peut-être). Jusqu'ici, donc, le gouvernement a refusé de publier ce rapport, Giraud a même prétendu qu'il ne l'avait pas lu. C'est une grosse plaisanterie.

Le gouvernement aurait plutôt du mal à justifier l'utilisation des deniers publics par les groupes capitalistes comme Empain ou Thomson qui ne créent pas d'emplois mais au contraire licencient.

A l'heure où le gouvernement licencie dans les hôpitaux, ferme des écoles, licencie des maîtres-auxiliaires, parle d'augmenter le fuel de 30 à 40 %, ces aides financières à des vautours capitalistes sont une véritable injure aux travailleurs.

Décidément, ce gouvernement est bien pourri. Les scandales s'accumulent et cela sent très mauvais !

*Yves LEPIC.*

## Obsèques de Pierre Goldman

JEUDI 27 SEPTEMBRE – 16 HEURES

Rassemblement devant l'Institut médico-légal (Mo Quai de la Rapée) et cortège jusqu'au cimetière du Père Lachaise où sera inhumé Pierre Goldman.

A l'appel d'une trentaine d'organisations

Se sont joints également à l'appel : l'Association Henri Curiel, la Fédération nationale de la Libre pensée, Parti pris, Collectif féministe contre la répression, JCR, AJS, UCFML, Dialectiques, la LICA.

La Confédération CFDT et la FEN n'y appellent pas, contrairement à ce que nous avions indiqué dans notre précédente édition.

Par contre l'URP-CFDT, dans un communiqué daté du 26 septembre, appelle à ce que des délégations syndicales se rendent aux obsèques et leur donne rendez-vous à 15 h 30 Quai de la Rapée (angle de la rue Traversière).

### Sommet pétrolier occidental

## L'essentiel reste à faire

RÉUNIS mercredi à Paris, les ministres de l'énergie des sept pays capitalistes les plus développés (Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie) sont parvenus à un nouvel accord sur une diminution de leurs importations de pétrole. Faisant suite à un sommet analogue qui s'était tenu en juin à Tokyo, la réunion de mercredi a débouché sur des engagements chiffrés de limitation qui cependant n'entreraient en vigueur qu'en 1985.

Les pays européens se sont engagés à n'importer à cette échéance, qu'un volume global de 472 millions de tonnes de pétrole brut au lieu de 487,5 en 1978. La différence tiendrait pour l'essentiel à la mise en œuvre des ressources britanniques en mer du Nord. Néanmoins, la France et la Norvège comptent réduire en valeur absolue le volume de leurs importations. Celles-ci seraient limitées à 111 millions de tonnes pour la France (soit une baisse de un million).

De leur côté, les USA et le Japon promettent de s'en tenir à une importantion journalière respectivement de 8,5 et 6,5 millions de barils, toujours en 1985.

Si ces décisions (faut-il dire ces déclarations d'intention ?) vont dans le sens souhaité par les pays producteurs de pétrole qui réclament de longue date qu'un frein soit mis à la boulimie énergétique des pays développés, on ne peut que souligner la minceur du résultat (promis).

En attendant les mesures visant à assainir et réglementer les places où se négocie le brut au cours libre (Rotterdam étant la plus célèbre) ne semblent pas avoir gagné en efficacité.

Ce qui revient à dire que les mécanismes spéculatifs qui ont entrainé au printemps une flambée des prix restent à peu près intacts. Les mêmes causes pouvant produire les mêmes effets.

D'autre part, on assiste de la part des pays occidentaux à une frénésie d'achat en vue de la constitution de stocks ; tendance qui s'est traduite par une augmentation de 17,6 % des importations pour la RFA au cours du premier semestre et de 15,6 % pour la France.

Autant dire qu'en matière de réduction des importations de pétrole, l'essentiel reste à faire.

L'Europe de l'Est face à l'URSS (1)

# Domination, soumission et résistance

**Faut-il le redire ? Depuis longtemps déjà, l'Union soviétique s'efforce de transformer tous les pays d'Europe de l'Est en des « satellites » où elle pourrait agir à sa guise. L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 en a été le signe le plus clair. Chacun sait aussi la puissance des sentiments d'indépendance nationale et des sentiments anti-russes que tous les peuples d'Europe de l'Est opposent à l'hégémonisme du Kremlin. Mais quelle est l'attitude des gouvernements en place ? Est-ce une soumission sans réserve ?**

A S'EN tenir aux discours officiels et aux apparences extérieures, les pays européens du Comecon et du Pacte de Varsovie s'en tiennent tous à « l'amitié éternelle » — lire la servilité — à l'égard de l'URSS. Même les dirigeants roumains ne manquent jamais de célébrer l'« amitié » avec l'URSS — et pourtant, ils sont bien, en Europe de l'Est, à l' *avant-garde* de la résistance à l'hégémonisme soviétique.

## UNE MARGE DE MANOUVRE LIMITÉE

En vérité, la marge de manœuvre des gouvernements est limitée. Une opposition ouverte, directe et publique susciterait des réactions vives du Kremlin et ne serait pas nécessairement, dans les conditions concrètes de ces pays, le meilleur moyen de faire prévaloir leurs intérêts nationaux. La Roumanie a d'ailleurs su préserver pour l'essentiel son indépendance sans remettre en cause publiquement le principe de « l'amitié » avec l'URSS, ni son appartenance au Pacte de Varsovie et au Comecon.

Les pays de l'Est ont tous des intérêts propres que l'URSS foule au pied, sur le plan économique principalement. L'attitude de leurs gouvernements vis-à-vis des exigences soviétiques est déterminée en fonction des intérêts des classes au pouvoir.

Pour les nouvelles bourgeoisies, la présence militaire soviétique peut constituer la garantie suprême de leur domination. Elles peuvent donc y avoir intérêt. Mais l'expérience tchécoslovaque — et l'expérience hongroise de 1956 — prouvent combien une intervention soviétique ouverte coûte aux pouvoirs locaux en décuplant l'opposition populaire. Ces pays ont donc intérêt à tout faire pour l'éviter. Ce problème se pose actuellement tout particulièrement pour la Pologne, où la crise s'approfondit et où, donc, le danger d'intervention soviétique se renforce.

## DES INTÉRETS PROPRES

En fonction de leurs intérêts propres, les gouvernements ont fondamentalement tendance à résister à l'hégémonisme soviétique. Et, si, souvent, ils se soumettent aux exigences du Kremlin, ils le font parce que c'est, de leur point de vue, la meilleure façon, dans leur situation concrète, de préserver certains intérêts à long terme...

Un exemple : en 1969-1971, le dirigeant est-allemand *Walter Ulbricht* s'est opposé fermement à ce que l'URSS fasse des concessions à l'Allemagne de l'Ouest, et il a dû pour cela être remplacé en mai 1971 par *Erich Honecker*. Celui-ci s'est soumis aux exigences soviétiques. Mais il a utilisé l'amélioration des relations avec Bonn pour développer les relations inter-allemandes. Et il apparait maintenant que ces relations, dont le contrôle échappe en partie à Moscou, servent la cause de l'indépendance de la RDA par rapport à l'URSS. Une soummission réelle, accompagnée au surplus d'un développement effrené de la propagande sur l'« amitié éternelle » avec l'URSS, s'est donc transformée en une position allant dans le sens de la résistance.

## SOUMISSION ET RÉSISTANCE

C'est dire combien *soumission et résistance* sont liées l'une à l'autre dans ces pays. La situation des pays d'Europe de l'Est est complexe, elle est différente selon chaque pays. Mais sur un plan général, il est inévitable que leurs contradictions avec l'URSS se développent, en liaison avec le développement de l'hégémonisme, des exigences et des pressions du Kremlin.

Dans de prochains articles, nous essaierons de l'analyser pays par pays.

(A suivre)

*Jean SCHUBERT*

# Quand Giscard vole au secours des droits de «l'homme capitaliste» en Centre Afrique

**Depuis la révélation des crimes de Bokassa, il devenait de plus en plus évident que son règne allait bientôt prendre fin. Si le gouvernement français avait eu la certitude que tout se passerait sans risque pour les intérêts des monopoles qu'il représente, il se serait sans doute gardé d'intervenir, du moins ouvertement.**

**Oui mais voilà, avec ce genre d'affaires, on ne sait jamais ce qui peut arriver, mieux vaut prendre ses précautions, surtout quand les intérêts en jeu sont considérables. Giscard ne pouvait pas rester sans réagir, mais son intervention en Centrafrique est une agression impérialiste destinée à sauvegarder les intérêts des monopoles français.**

LE niveau de vie de la grande majorité de la population centrafricaine est misérable, pourtant ce pays est potentiellement riche. Son sous-sol recèle diamants et uranium et on y cultive, pour l'exportation, tabac, coton et café. Oui, mais tout cela ne profite en rien au peuple centrafricain qui trime pour enrichir une poignée d'exploiteurs.

## DÉJA AVANT L'INDÉPENDANCE

Avant la proclamation de l'indépendance en 1960, la République centrafricaine s'appelait l'Oubangui-Chari, colonie qui faisait partie de l'Afrique équatoriale française. Le gouvernement français avait attribué d'immenses concessions à un très petit nombre de sociétés françaises pour lesquelles ce territoire constituait un terrain de prédilection pour accumuler des profits substantiels.

La plus importante de ces grandes firmes était la Compagnie forestière Sangha-Oubangui, filiale de la société financière pour la France et les pays d'outre-mer (Soffo), qui eut pour président pendant quarante ans Edmond Giscard d'Estaing, père de l'actuel président de la République. En 1927, pour s'être opposé à la Compagnie forestière, le père de Bokassa fut exécuté. Cinquante-deux ans plus tard, Bokassa-fils, bien que promu au rang de « cher parent », est détrôné par Giscard fils, à cause de sa « mauvaise conduite ».

## APRES L'INDÉPENDANCE, ÇA CONTINUE SOUS D'AUTRES FORMES

Après l'indépendance, les choses ont changé, du moins en apparence. Des sociétés commerciales ont pris le relais des sociétés concessionnaires, mais sur le fond, rien n'a changé, car les capitaux demeuraient en majorité français. La production de coton par exemple est assurée essentiellement par une douzaine de sociétés dites mixtes, où le groupe Agache-Willot (encore eux) est majoritaire et l'Etat centrafricain minoritaire.

Depuis quelques années, la culture du tabac s'est développée, mais elle est entièrement contrôlée par le SEITA (monopole du gouvernement français) et ses filiales qui en assurent également l'exportation. L'exploitation de la forêt centrafricaine, également d'un gros rapport, demeure toujours sous la coupe de sociétés françaises.

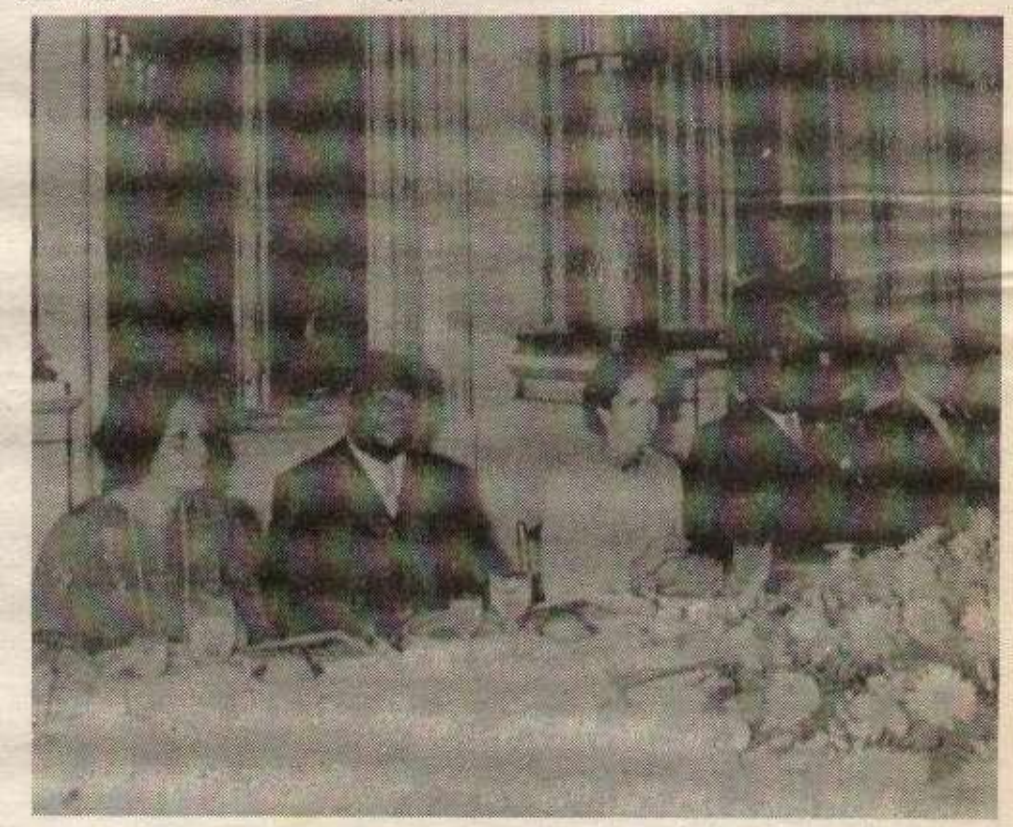
## ET TOUJOURS LES MEMES GISCARD D'ESTAING

Quant à l'uranium, pour l'instant il n'est pas encore exploité, mais ne craignez rien, on s'en occupe pour l'avenir. En janvier 1974, Bokassa, au grand dam des monopoles français, avait accordé au groupe suisse Alusuisse un droit minier sur tout le sous-sol centrafricain. Mais en définitive, un accord a fini par être signé en février 1975 entre le gouvernement centrafricain, Alusuisse, le commissariat à l'énergie atomique (CEA) et la Compagnie française des minerais d'uranium du groupe Rotschild (CFMU).

Négocié par le directeur financier du CEA, qui n'est autre que Jacques Giscard d'Estaing, cousin du président, cet accord a créé la société URCA (uranium de Centrafrique) où Alusuisse détient 30 % des parts, le CEA et la CFMU 15 % chacun et le gouvernement centrafricain 40 % seulement.

Ajoutons enfin que, depuis plusieurs années, les sociétés de safaris à capitaux français connaissent un important développement. Grand amateur de ce genre de sport, Giscard a toujours répondu aux aimables invitations de son « cher parent » Bokassa. Mais ces safaris présidentiels ne sont que le symbole des fabuleuses chasses aux profits organisées par les monopoles français sous la houlette de la famille Giscard.

*Henri BERTHAULT*



*Intérêts obligent : les liens de Giscard étaient très étroits avec son « cher parent ». Sur la photo, une des nombreuses réceptions. On peut reconnaitre de gauche à droite, Alice Saunier-Séïté, Anne-Aymone Giscard d'Estaing et à l'extrême droite, le général Bigeard. En face et absent de la photo, Valéry Giscard d'Estaing.*

# M. Dacko s'amuse

*IL n'aura pas fallu longtemps au nouveau président centrafricain, M. Dacko, pour sombrer dans le grotesque : alors qu'il affirmait lundi à deux reprises au cours de sa conférence de presse qu'il était prêt à nouer des relations diplomatiques avec l'État raciste d'Afrique du Sud, il a, dès le lendemain, purement et simplement démenti cette information.*

« C'était un jeu, un simple jeu et vous m'avez cru... Avec tout ce que ce pays a connu depuis 13 ans, on a bien le droit de s'amuser un peu ».

*N'aurait-il pas été plus exact de dire, M. Dacko, que le gouvernement français qui vous a installé au pouvoir, vous a rappelé à l'ordre ?*

*La prochaine fois, M. Dacko, soyez un peu plus prudent, prenez d'abord conseil auprès de votre nbuvel ami, Giscard d'Estaing. Ça vous évitera de vous contredire.*

*C.L.*

# La police française interpelle un opposant à Bokassa

ANGE Patassé, l'un des opposants à Bokassa, qui avait d'ailleurs dénoncé la fourniture d'armements soviétiques à l'ancien dictateur, a été interpellé par la police française de l'air et des frontières à Roissy. Les Centrafricains qui l'accompagnaient, ont refusé de prendre l'avion sans lui.

Ange Patassé avait décidé de rentrer en Centrafrique et il avait protesté contre l'intervention militaire française dans son pays.

# Troupes françaises hors de Centre-Afrique

Tandis qu'à Bangui la colère populaire monte contre le maintien des « chiots » de Bokassa, contre Dako, la nouvelle marionnette de Giscard, et contre la présence des troupes françaises, Giscard vient de publier à l'issue du conseil des ministres, un communiqué où le cynisme le dispute à l'odieux dans la justification de l'intervention française en Centrafrique. Tandis que David Dacko annonçait que, l'ancien premier ministre de Bokassa et président du Mouvement de libération de Centrafrique, Ange Patassé serait le bienvenu (à l'inverse de ce qu'il déclarait la veille), le gouvernement français empêchait l'embarquement du même Ange Patassé à l'aéroport de Roissy. Voilà qui en dit long sur qui décide à Bangui.

D'autre part, comme témoignage de sa popularité, Dacko vient de décréter le couvre-feu de 18 heures à 6 heures du matin et d'interdire les manifestations.

« *LA réaction de la population centrafricaine a été favorable (...) les nouveaux arrivants ont été accueillis comme des libérateurs* ». Voilà en quels termes le gouvernement français voudrait justifier l'intervention impérialiste à laquelle il vient de se livrer dans le communiqué publié à l'issue du Conseil des ministres.

Le communiqué explique également que c'est à l'appel de Dacko et de Maidou, dernier premier ministre de Bokassa, que le gouvernement français a « *répondu que la France était prête à satisfaire leur demande d'aide* ».

Comme chacun sait, le Dacko en question, choisi par Paris pour veiller à la pérénité des intérêts de l'impérialisme français en Centrafrique, a été débarqué à Bangui dans les fourgons du corps expéditionnaire français. Voilà pour la légitimité. Quant à la responsabilité criminelle du gouvernement français dans les atrocités infligées au peuple centrafricain le communiqué les ignore en déclarant avec cynisme qu'à la différence des « *renversements des régimes dictatoriaux qui ont eu lieu récemment en Ouganda, au Nicaragua, en Guinée Équatoriale* » « *seul le changement de régime centrafricain a été effectué sans qu'aucune goutte de sang ait été versée.* »

Il est vrai qu'il y a peu de temps encore, le ministre de la Coopération, Galley, qualifiait les tueries perpétrées par Bokassa de « *pseudo - événements* ». C'est sans aucun doute en pensant à lui que Mitterrand exigeait mercredi soir lors d'une intervention sur TF1 « *la démission des ministres directement mêlés* » aux événements en Centrafrique.

En réalité, c'est Giscard lui-même qui est en cause comme chef de file de l'impérialisme français. Et à l'instar des patriotes centrafricains c'est le retrait immédiat des troupes françaises et l'arrêt des ingérences françaises en Centrafrique que l'on doit exiger aujourd'hui.

Etat capitaliste criminel

# Deux centrales fissurées vont fonctionner

LE gouvernement de ce pays doit être composés d'irresponsables patentés pour avoir autorisé la mise en marche des deux centrales nucléaires de Gravelines (Nord) et Tricastin (Drôme).

A Tricastin, douze fissures de plusieurs millimètres ont été découvertes sur la cuve du réacteur. Mais cela ne justifiait en rien l'arrêt de la construction, Giraud a dit que ce n'était pas dangereux et Barre, après l'accident d'Harrisburg aux USA a dit qu'un tel accident ne pourrait pas arriver en France.

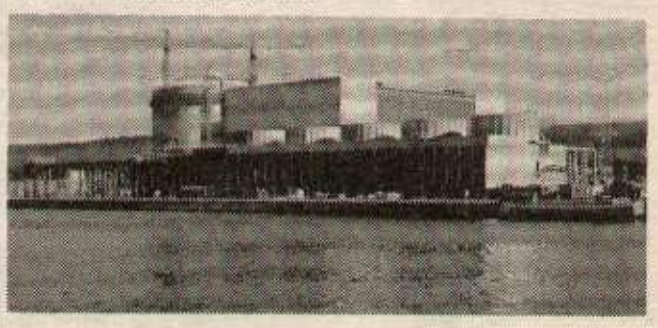
Ce sont là des propos purement et simplement criminels. A ma connaissance et bien que n'étant pas un expert en métallurgie, je n'ai jamais entendu dire que des fissures dans le métal se rebouchaient. Je suis même sûr du contraire.

Le président de la République, si fortpour parler de sécurité quand il s'agit de mettre des flics partout, n'a pas daigné interdire la mise en marche des deux centrales.

La vie des gens ne les intéresse pas du tout, ces messieurs, mais alors ils s'en moquent royalement.

Par contre, leurs profits, alors là ils y pensent et sérieusement. Mais s'il arrive quelque chose un jour dans ces deux centrales, que le gouvernement ne vienne pas dire qu'il s'agit d'une fatalité ou d'une défaillance humaine. C'est lui qui sera responsable.

*Y.L.*



Centre - Afrique

# Déclaration de l'Union nationale des étudiants centrafricains (UNECA)

BOKASSA est parti. Même si des choses restent encore obscures dans les événements qui se sont produits dans la nuit du 20 au 21 septembre à Bangui et qui ont marqué la chute de Bokassa et son remplacement par David Dacko, ce qui est sûr, c'est que le peuple centrafricain aura été le principal artisan, au prix de son sang, de la fin du règne du tyran.

Ce n'est certainement pas grâce au gouvernement français, mais à cause de la détermination et de la lutte résolue du peuple centrafricain, en particulier de sa jeunesse qui, depuis janvier dernier, a osé descendre dans la rue pour affronter la soldatesque du sanguinaire Bokassa. L'impérialisme français porte l'entière responsabilité de l'accession et du maintien pendant quatorze ans de Bokassa à la tête de l'Etat néo-colonial. Il est donc coupable comme lui de tous les crimes, de la dictature féroce, de l'arbitraire de son protégé contre le peuple centrafricain et de la situation économique, sociale et culturelle désastreuse dans laquelle ce dernier a laissé la République centrafricaine et son peuple.

Pour toutes ces raisons, et particulièrement par cette victoire qu'il vient de remporter momentanément sur l'impérialisme français, en chassant le despote Bokassa, notre peuple a légitimement laissé exploser sa joie. Pour les mêmes raisons, l'UNECA prend acte de la chute de Bokassa et partage entièrement avec son peuple la joie que cette chute lui a procurée. Cette joie légitime n'a rien à voir avec le débarquement des troupes françaises. L'intervention de la France, quelle que soit sa justification officielle, est une ingérence inadmissible dans les affaires d'un pays souverain. Une fois de plus, cela montre qu'en réalité notre pays n'est pas encore effectivement indépendant. L'UNECA condamne énergiquement cette expédition militaire française dont le caractère impérialiste et les objectifs politiques ne sont pas à souligner tellement ils sont évidents. Du reste l'UNECA n'a pas été surprise par le retour de David Dacko installé à nouveau par le gouvernement français. Du fait de l'inorganisation du peuple centrafricain, on ne pouvait s'attendre à ce que celui-ci prenne effectivement le pouvoir après la chute de Bokassa. Depuis longtemps, l'UNECA était la seule à percevoir et dire clairement que la chute de Bokassa ne mettrait pas fin à la situation de domination de notre pays par l'impérialisme français, ni ne soustrairait la République Centrafricaine aux ingérences et appétits impérialistes et hégémonistes. Croire le contraire et avoir l'espoir que le peuple pouvait prendre le pouvoir après Bokassa, dans l'immédiat, serait se bercer de dangereuses illusions. C'est là que réside la différence fondamentale entre l'UNECA et les mouvements dits de libération. Il n'est pas étonnant que quelques heures seulement après la chute de Bokassa, les deux principaux responsables du front dit de libération oubanguien se soient envolés pour Bangui en vue d'aller mendier des fauteuils ministériels. L'UNECA pour sa part reste convaincue que le peuple centrafricain, aguerri par sa longue lutte contre la dictature sanglante de Bokassa, saura mieux s'organiser et tirer toutes les leçons qui en résultent afin de barrer la route au retour de toute dictature de ce genre et prendre effectivement le pouvoir d'Etat.

C'est pourquoi, elle lance un vibrant appel à tous les étudiants et patriotes centrafricains pour qu'ils se tiennent comme par le passé au côté de leur peuple et continuent de participer à la lutte pour une indépendance réelle de notre pays, de tout faire pour promouvoir l'unité nationale et d'œuvrer pour l'instauration d'une véritable démocratie en République centrafricaine.

*Troupes françaises hors de Centrafrique !*

*Vive la lutte du peuple centrafricain !*

*Fait à Paris*
*le 22 septembre 1979*
*le Comité excécutif*
*de l'UNECA*
*(Union nationale des Étudiants Centrafricains)*

Billet

# Si c'est pour les élections, on a déjà donné

*QU'ON ne vienne pas dire à Chirac que gouverner c'est prévoir. Il excelle en la matière. Nous avons tous à l'esprit la hausse de 20 % des impôts locaux à Paris, décidée pour 1979.*

*Or, Georges Sarre, président du groupe socialiste vient de mettre à jour un merveilleux petit scandale.*

*En fin de compte, les finances de la municipalité de Paris sont excédentaires : 309 millions de francs au titre du budget de fonctionnement et de 174 millions de francs pour les investissements.*

*Alors pourquoi une telle augmentation ?*

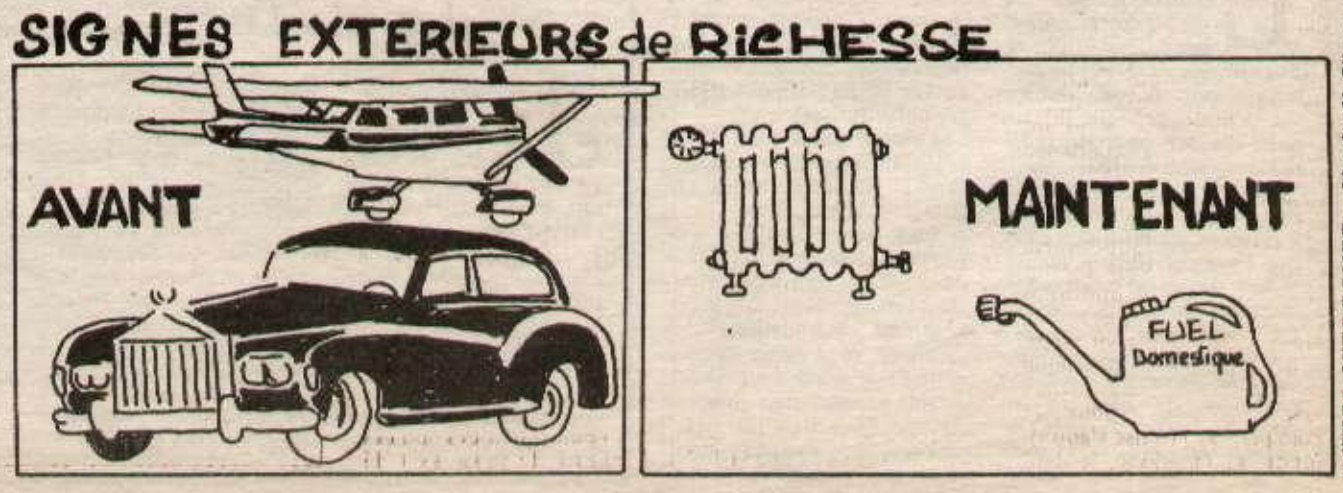
*Apparemment cet argent servira à alimenter une cagnotte électorale, faire construire des édifices publics, écoles, clinique, etc. oubien baisser les impôts juste avant les élections. Bons moyens de propagande, non ?*

*NV*

## DERNIERE MINUTE

Ce matin, à 5 h 30, au foyer Sonacotra de Villejuif (rue Alexandre Dumas), en grève des loyers depuis deux ans, la police est intervenue et aurait embarqué un délégué.

Par ailleurs, six chambres ont été bloquées par des inspecteurs en civil.



Au CHR de Lille

# Pas de sang pour les mourants !

*« EVITEZ de prescrire des dérivés du sang à un malade dont on sait parfaitement qu'il mourra dans les heures à venir, quelle que soit la thérapeutique. »*

*« Évitez aussi de prescrire les antibiotiques les plus chers à l'ensemble des hospitalisés ».*

C'est là la décision qu'a prise la direction de la pharmacie centrale du CHR de Lille pour faire face à un déficit de 470 millions de centimes dans son budget.

Cette information est publiée par le quotidien régional du PCF *Liberté* qui reproduit en fac-similé à sa une la note du 13 août 1979 annonçant cette mesure.

On y apprend ainsi que *« le budget accordé à la pharmacie centrale pour l'ensemble du CHR est est de 5,3 milliards de centimes alors que nous avions demandé 5,7 milliards de centimes, soit un déficit de 400 millions de centimes augmentés de 70 millions de centimes de hausse autorisée sur le prix des médicaments et des pansements ».*

Cette information éclaire d'un jour sinistre les mesures d'économie pour les hôpitaux décidées en août dernier par le gouvernement.

Mesures doublement criminelles car elles placent les personnels hospitaliers devant le « choix » suivant : ou appliquer à la lettre les recommandations, en clair : laisser mourir des malades, des blessés ; ou ne pas les appliquer et se trouver en fin d'année démunis de moyens de soigner et guérir.

Nous ne pouvons pas laisser faire cette politique ! Voilà pourquoi le Parti communiste marxiste-léniniste soutient l'action engagée par les syndicats hospitaliers et notamment la semaine d'action, du 1er au 6 octobre, décidée par la CGT et la CFDT du secteur santé. Voilà pourquoi, le PCML appelle les travailleurs et les assurés sociaux à combattre une telle politique.

*Correspondant Lille*

Le 4 octobre à 15 h 30, Place Jean-Baptiste Lebas (Lille), manifestation départementale sur les hôpitaux à l'appel de la CGT et de la CFDT.

# Débrayages à Usinor-Mardyck

MOUVEMENT de grève la semaine passée aux secteurs décapage, parachèvement et électrique d'Usinor-Mardyck en riposte aux conditions de travail de plus en plus mauvaises imposées aux travailleurs. Le secteur décapage tourne à effectif plus que réduit : sept au lieu de quinze.

Au parachèvement, les travailleurs passent des feux continus au 3X8, ce qui veut dire perte de salaire et leur travail est donné à une entreprise intérimaire.

Mardi 25 septembre, le mouvement de grève devait reprendre avec pour objectif la généralisation à toute l'usine. C'est que la répression ne chôme pas à Mardyck et touche tous les travailleurs. Après les avertissements au nombre de 14 et menaces de licenciements, à l'encontre des délégués syndicaux, la direction fait maintenant la chasse aux malades, en leur envoyant le médecin-flic.

Bien sûr, pour ces messieurs, un travailleur est toujours bon pour aller bosser et s'il refuse de reprendre le travail, la direction arrête purement et simplement de verser les indemnités journalières sans même attendre la contre-expertise du médecin de la Sécurité sociale.

Les avertissements pour les motifs les plus futiles se compent par dizaines. Les déclassements pour longue maladie commencent à tomber. Médecins-flics, répression, atteinte à la Sécurité sociale et au droit à la santé et à la médecine pour tous : patronat et gouvernement se renvoient bien la balle !

*Ceux de Mardyck dans une récente manifestation*
*La répression ne chôme pas : quatorze avertissements et menaces de licenciements pour des délégués syndicaux*

# Des sociétés d'intérim bidon au service de Dassault

**Monsieur Dassault, super-défenseur de la bonne moralité à l'Assemblée, ne s'embarrasse guère de principes chez lui, c'est-à-dire dans ses usines. La CGT révèle dans un document, par quelles manœuvres juridiques il tourne la loi sur l'intérim dans ses établissements de Sanguinet (Landes) et de Cazaux (Gironde).**

AUTORISER la création d'entreprises d'intérim, légaliser le travail intérimaire, c'est déjà pour les travailleurs institutionnaliser le marchandage d'esclaves. Main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, les travailleurs intérimaires se retrouvent souvent dans les pires conditions de salaires et de travail. Pourtant, la loi, en admettant le principe, a mis quelques limites aux soifs d'exploitation des patrons... qui, eux, n'en ont pas.

Pour Dassault, c'est trop, c'est encore trop.

Par exemple, pour avoir recours à l'intérim, un patron doit justifier certaines normes : que la demande de personnel supplémentaire soit temporaire, que ce soit en remplacement de personnel temporairement absent et en aucun cas un contrat d'intérim ne peut durer plus de trois semaines.

La loi est tournée à l'occasion. Chez Dassault, c'est systématique : par le biais de fausses sociétés de sous-traitance, il a recours à des intérimaires « maison », intérimaires à perpétuité.

Voici ce que révèle la CGT :

*La Société SEAL (Société d'exploitation aéronautique des Landes) sous-traitante de l'usine Dassault, qui a pour objet officiel la construction d'avions, n'a comme siège social... qu'un terrain nu dans la zone industrielle de Mont-de-Marsan, sans permis de construire, ni téléphone, ni télex ! Mais en revanche, presque le même conseil d'administration que la Société ATESMA, société d'intérim...*

*Pour la société Cap Inter, supposée produire des cellules d'avions, c'est le même problème : un capital de 50 000 F à peine, mais en contrepartie, un siège social à la même adresse qu'une agence d'intérim (auxiliaire technique).*

*On imagine la suite, les conditions de salaire (1 000 F de moins en moyenne à qualification égale) et de travail pour le personnel de ces entreprises bidon. Surtout quand on apprend par un tableau intercepté par la CGT, que les directeurs Dassault s'échangeaient selon leurs besoins ce personnel, permanent mais « volant » !*

Une grève est en cours dans ces usines pour l'embauche de personnel depuis le 31 août et la CGT vient de porter plainte pour trafic de main-d'œuvre. Marcel Dassault le bien-pensant au banc des accusés ?

# Les ruses de l'Etat : on fait payer les morts

**Parfois on faisait voter les morts. Va-t-on maintenant leur faire payer des impôts ? Il est vrai que les caisses de l'État sont gagnantes quand elles ramassent deux fois les impôts sur le même terrain. Cette histoire est une histoire vraie. Elle nous est rapportée par un de nos lecteurs. Voici la lettre qu'il a adressée au directeur des impôts.**

*« J'AI le regret vous signaler ce qui suit :*

*A) A la feuille de déclarations d'impôts sur les revenus 1977 de ma pauvre mère, j'ai joint un bulletin de décès. (...)*

*B) J'ai payé :*

*– Chèque des CCP Bordeaux No (...) la somme de 326 F (impôts locaux, taxes foncières) pour le compte de ma pauvre mère.*

*– Chèque des CCP Bordeaux No (...) la somme de 646 F (impôts locaux, taxes foncières) payées la deuxième fois pour mon propre compte : au total la somme de 972 F pour une vieille maison.*

*Vos services ne paient pas que je sache les salaires des fonctionnaires, par exemple au delà de la date de leur mort. Par contre on fait payer frauduleusement les morts. Prenons, si vous le voulez bien, le cas de ma pauvre mère. Vous avez maintenant suffisamment de preuves, j'imagine, pour connaître la date de sa mort le 2 juillet 1978.*

*Du 1er janvier 1978 au 2 juillet 1978, il y a 183 jours. Je ne vous apprends rien en vous disant que l'année 1978 compte 365 jours.*

*Ma pauvre mère aurait dû être tout au plus imposée de :*

*(326 F X 183) : 365 égale 163,45 F*

*Vous m'avez spolié de 326 F – 163,45, égale 162,55 F. La retenue de 162,55 F n'a été faite sur ma feuille d'impôt que beaucoup plus tard et, à ce jour, je ne dispose d'aucun avis de votre part sur ce point.*

*Puis-je compter sur le remboursement du trop perçu ?*

*Ma pauvre mère vivant sous mon toit et chacun des deux étant soumis à l'impôt foncier, il semble qu'une seule parcelle de terrain, inscrite elle une seule fois sur le plan cadastral soit frappée deux fois, donc rapporte deux fois plus aux caisses de l'État !... ».*

# Mort du tortionnaire Erulin

LE colonel Erulin est mort d'un arrêt cardiaque suite à un entrainement sportif en forêt de Fontainebleau. Nous ne parlerions pas de cet homme s'il n'avait derrière lui un passé de serviteur du colonialisme bien chargé.

Henri Alleg, membre du Parti communiste français, a reconnu en lui un de ceux qui l'avaient torturé en Algérie. Voici d'ailleurs ce qu'il en dit dans son livre : *La Question*, page 51 : *« Erulin entra le premier dans la pièce et me lança un coup de pied en disant " Assis ! ". Il m'empoigna et m'adossa dans un angle. Un moment après, je me tordais sous l'effet du courant... »* Puis il s'illustra comme chef de la section « Renseignement » au 1er RPC (régiment de parachustistes coloniaux) puis au 1er REP (régiment étranger parachutiste).

Cela se passait de 1955 à 1961. Ces deux régiments furent dissous après le putsch d'Alger.

Plus récemment, il s'illustra à Kolwezi à la tête du 2e REP. Son passé comme son présent de serviteur du colonialisme lui valurent la Légion d'honneur et le grade de colonel.

Un ennemi des peuples est décédé... mais les interventions impérialistes françaises se poursuivent.

HAUSSE DES PRIX EN AOUT

## 1% : record pour un mois d'août depuis 1970

JUILLET 1979 : 1,3 % de hausse des prix, août 1979 : 1 % les mois passent inexorablement et les étiquettes continuent de valser au gré des saisons. C'est la faute au pétrole, au fuel, à l'électricité. Toujours les mêmes alibis qui à force d'être utilisés, commencent à s'user sérieusement.

Les rapaces du gouvernement et leurs petits copains-coquins des monopoles multinationaux s'en mettent plein les poches et pendant ce temps-là, le travailleur, le chômeur doivent combler les déficits budgetaires et autres déficits créés de toute pièce comme celui de la Sécurité sociale.

C'est ce que Giscard-le-libéral-avancé-humaniste-centriste-de-droite appelle la lutte pour l'égalité et la juste répartition des sacrifices. Et mon œil !

LOGEMENT

## Grève des locataires d'Allones (Sarthe)

# Annulation de la hausse. Programme cohérent de travaux

**Libérer les loyers, nouvelle orientation de la politique du logement, favoriser les accessions à la propriété et laisser plus ou moins tomber les logements sociaux comme les HLM, voici quels sont les dangers qui menacent les locataires.**

**Ceux d'Allonnes, dans la Sarthe, ont refusé la hausse des loyers de 10 % imposée au mois d'août par leur office d'HLM. Organisés dans une amicale de la CNL(*), ils font la grève de cette hausse.**

ALLONNES est une ville-dortoir du Mans ; quinze mille habitants ; 2 050 familles vivent dans des logements HLM. Beaucoup de familles nombreuses, beaucoup d'OS Renault, de manœuvres du bâtiment, c'est-à-dire des familles qui ne peuvent se loger que dans des logements sociaux, appelés « à loyer modéré ».

Aussi, en assemblée générale de juin dernier, l'indignation était forte : *« Je paie un loyer de plus en plus cher, et mon salaire n'augmente pas autant ! » « Je paie mon loyer... et je vis dans un taudis », « Je suis dans le même appartement depuis quinze ans, et l'office n'y a fait aucune réparation ! »...*

### POURQUOI CETTE SITUATION ?

L'office explique aux locataires qu'il est contraint à ces hausses pour équilibrer son budget, que ses difficultés de trésorerie sont énormes.

Qu'en est-il ?

Il est vrai que, *depuis 1973, l'aide de l'État aux offices publics d'HLM diminue* : les prêts consentis le sont maintenant à des taux d'intérêt plus élevés et de moins longue durée. Aussi, pour rembourser ses emprunts, l'office doit percevoir davantage de loyers.

Aussi les loyers, qui jusqu'en 1973 étaient abordables, ne le sont plus.

Il est vrai que *les immeubles vieillissent*, que des travaux d'entretien sont nécessaires et coûteux.

Mais l'office, en raison d'une mauvaise gestion antérieure, n'a pas constitué de provisions pour grosses réparations...

De plus, *l'office a laissé se dégrader* des immeubles et des appartements (peintures usagées, sols, entartrage général des canalisations...). Il est obligé, actuellement, pour « sauvegarder son patromoine », d'y effectuer des travaux considérables, qui seraient moindres si l'entretien régulier y avait été effectué: parce que le détartrage général des canalisations n'a jamais été effectué, (certains immeubles ont dix-huit ans, le plus récents dix ans), les WC se bouchent, provoquent des inondations dans les appartements... Il faut alors réparer les dégâts de chaque logement, faire des aménagements dans les canalisations, c'est l'office qui est responsable de ces frais.

Il est vrai que toute remise en état, toute réparation coûte cher, mais l'office refuse de réexaminer les contrats passés avec des sociétés privées prestataires de services (plomberie, électricité, espaces verts...). Le service rendu coûte cher (80 F le remplacement d'un joint de robinetterie) au locataire, et permet à ces sociétés de faire de fructueux bénéfices.

La solution trouvée ? Puiser dans la poche des seuls locataires, au lieu de se retourner contre le principal responsable : l'État.

Celui-ci ne consent actuellement des prêts exceptionnels qu'aux offices qui signent le « conventionnement » (entrant dans le système de la réforme du logement).

C'est ainsi que des fonds destinés à l'amélioration de l'habitat social dorment à la préfecture de la Sarthe.

### Declaration de Claude Massu, président de la CNL

*« Mais il faut être bien convaincus que ce qui reste essentiel c'est l'action la plus large sous les formes multiples décidées dans chacune des cités d'habitation, que ce soit dans le secteur à loyer libre, dans les HLM. Ensemble, il nous faut imposer un blocage de la charge logement ».*

Déclaration de Claude Massu, président de la CNL.

### DÉCISIONS DE L'OFFICE : 46 % DE HAUSSE EN 18 MOIS

Ces hausses permettront seulement d'équilibrer le budget. Elles ne permettront pas de dégager les fonds nécessaires aux réparations indispensables.

Et, malgré cette constatation, la décision d'augmenter de 10 % en juillet 1979 et de 10 % en janvier 1980 a été prise par le nouveau conseil d'administration élu en novembre 1978.

Parmi ses membres, un membre du PCF, qui n'a pas protesté qui n'a pas dénoncé la politique antisociale du gouvernement, et qui a voté pour la hausse... en bon gestionnaire que l'équilibre du budget importe plus que la condition des locataires.

La seule opposition est venue du représentant des locataires.

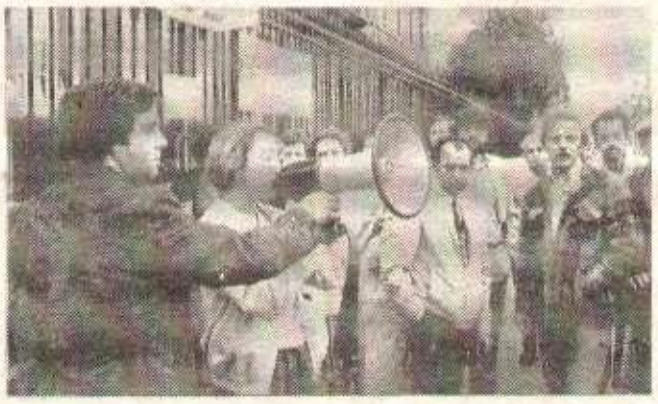
### RIPOSTE DES LOCATAIRES : GREVE SUIVIE EN PLEIN MOIS D'AOUT !

Fin juin, les militants de l'amicale font signer des pétitions, réclamant l'annulation de la hausse. A ce porte-à-porte, douze locataires qui, jusqu'ici suivaient les activités de l'amicale, sans s'engager, osent prendre des responsabilités : ils passent au porte-à-porte, discutent avec leurs voisins et les décident à faire grève. Et, parmi eux, cinq mères de famille très modestes, d'une quarantaine d'années, qui n'ont jamais milité. De nouveaux liens se créent, des locataires osent parler de leurs conditions de vie, des affiches sont collées, des tracts distribués...

Mais l'office riposte immédiatement ; menace par l'envoi de papiers rose et blanc, avis de payer sous trois jours, sinon huissier, saisie, etc.

La crainte énorme que soulèvent ces termes n'entame pas cependant la confiance que ces locataires ont dans leur amicale. Cette grève n'est pas un coup d'essai : en 1976-1977, les locataires ont mené avec succès une grève des provisions de chauffage et d'eau chaude. Après deux ans de lutte, de négociations, d'actions en justice, ils obtiennent une diminution de 100 à 150 F par logement, par la prise en charge par l'office de la garantie totale (provisions pour grosses réparations), et un nouveau contrat de chauffe est signé, plus favorable aux locataires que le précédent.

(*) CNL : Confédération nationale du logement.



*Les locataires d'Allonnes (Sarthe) ne sont pas seuls à faire grève des loyers. Au Havre, 2 000 locataires d'HLM ont refusé les hausses. Leur lutte a permis que celles-ci soient diminuées de moitié.*

## A2 20h30 Apostrophe : la nouvelle droite vendredi

# « Les hordes barbares autour de Rome.... »

DÉCIDEMENT *Apostrophes* se fait l'écho des idées les plus racistes et les plus contestables. Récemment, c'était une émission *« Des juifs en question »* au titre pour le moins équivoque avec l'ancien collabo antisémite Alfred Fabre-Luce. Ce vendredi 28 septembre, nous auront droit à la *« Nouvelle droite »* avec ses deux maîtres à penser : Alain de Besnoit du *Figaro Magazine* et Henri de Lesquen du *Club de l'Horloge*. En face, Georges Hourdin, catholique tiers-mondiste et Alain Touraine, sociologue connu. Georges Hourdin vient d'écrire *« Réponse à la nouvelle droite »*.

Ce n'est pas uniquement la télévision et les médias qui permettent à la nouvelle droite d'occuper une partie du terrain des idées. La situation actuelle s'y prête : tant au niveau mondial qu'européen et français.

Si tant est qu'on puisse séparer ces trois plans.

Les pays d'Europe traversent une grave crise, ébranlés par la lutte légitime des peuples du tiers monde et des pays producteurs de matière première et soumis aux pressions des deux superpuissances, USA et URSS. La solution capitaliste retenue pour faire face, ce sont les sacrifices pour les travailleurs, les licenciements, l'austérité. Le problème pour le pouvoir c'est de réussir à créer un consensus social qui lui laisse les mains libres dans ses projets. Voilà à quoi pourrait servir la nouvelle droite. Elle propose aux Européens en débacle une idéologie basée sur le culte de la puissance et de la volonté.

Dans les années 30, pareils discours étaient tenus aux millions de soldats allemands démobilisés, battus et chômeurs. Cela a donné le 3e Reich. Devant les brimades des superpuissances, la nouvelle droite prône une idéologie à l'échelle européenne, recourant aux mythes « indo-européens » mis à l'honneur par Dumezil, mythes qui exalteraient le courage et la volonté. Devant la montée des peuples du tiers monde, les tenants de cette nouvelle droite mettent en avant les différences et donc des hiérarchies génétiques entre les peuples. Aux revendications des travailleurs, ils opposent leurs théories sur l'inégalité. *« La biologie nous a fait inégaux. Si certains sont mieux lotis que d'autres, c'est naturel »* (comme *Europe 1*).

Les arguments de Barre, sur la nécessité des sacrifices pour la balance des paiements ne font plus recette. Tandis qu'*« un sursaut de l'homme européen pour faire son histoire »* peut encore séduire surtout si on le combine avec une campagne chauvine.

Certaines émissions de télévision sur la dénatalité font curieusement écho à la nouvelle droite ainsi le thème de *« l'absence-d'un-grand-dessein-qui-fait-baisser-la-natalité-en-Europe »*. Europe qui risquerait d'être submergée par le flot démographique du tiers monde. La nouvelle droite, quant à elle, évoque la Rome décadente assaillie par les hordes barbares.

*Léon CLADEL*

## OAS, Europe action et défense de l'occident

Le noyau initial de la « nouvelle droite » est bien antérieur au GRECE (Groupement de recherche et d'Etudes de la civilisation européenne). Il date de l'indépendance de l'Algérie. Des militants d'extrême-droite, anciens de l'OAS, cherchent à se regrouper. En 1963, nait *Europe-Action*. A partir du *« réalisme biologique »*. On y défend la *« race blanche »* pour attaquer le *« magma oriental »*, les juifs et les arabes.

Le groupe fait une critique du mercantilisme et prône un agnosticisme nouveau dans les rangs de l'extrême-droite.

*Europe-action* va donner naissance à de petits groupements politiques. Alain de Benoist connu alors sous le pseudonyme de Fabrice Laroche va transformer un de ces groupements le REL, en club politique. C'est le même groupe formé de Fabrice Laroche, Jean Mabire et François d'Orcival qui va rejoindre la revue *Défense de l'Occident* animée par le beau-frère de Robert Brasillach, Maurice Bardèche, ouvertement fasciste.

Actuellement, nombre d'entre eux font partie du RPR ou du PR

*Vie du journal*

Lille

# Opération de presse et tournée de diffusion

## *« Il y a eu de grands changements ....»*

**La diffusion de notre presse est une activité importante, fondamentale, dans le développement de notre Parti et l'élargissement de son audience. Les expériences menées à ce propos sont variées, liées aux conditions concrètes et il nous a paru intéressant de rendre compte de quelques méthodes expérimentées avec succès.**

**Pour cela, nous nous sommes entretenus avec le secrétaire politique d'une cellule lilloise, il nous raconte ses découvertes en la matière.**

***Rémi DAINVILLE***

AUPARAVANT la vente au porte-à-porte était en fait essentiellement un travail de contact : on allait voir des gens. Ce porte-à-porte on le faisait par deux le soir après le boulot et toujours dans le même quartier. Mais on s'est rendu compte que ça n'enthousiasmait pas les camarades. Là-dessus, il y a eu un grand changement quand on s'est lancé dans des « opérations-presse » réunissant tout le monde. On peut faire un simple calcul : avec dix camarades et environ cent portes par camarades, on touche mille maisons, c'est-à-dire un quartier de deux à trois mille habitants. Donc la zone touchée est bien plus large. Le but est de faire connaitre le journal et de gagner de nouveaux lecteurs. Et on l'a remarqué, les résultats sont meilleurs quand les diffuseurs sont nombreux. Il y a émulation entre nous, l'accueil des gens est meilleur et la vente plus facile. A dix, on vend facilement une trentaine de journaux. Bien sûr, du point de vue de l'organisation, une telle « opération-presse » demande beaucoup de boulot. Par exemple, en juin dernier, on a fait comme ça une matinée de diffusion sur un grand quartier. J'avais divisé le plan du quartier en cinq secteurs et chaque groupe de diffuseurs avait son petit plan du secteur au dos duquel les camarades notaient les adresses des personnes nous achetant le journal.

Ces groupes ne rassemblaient jamais moins de quatre camarades ceci pour une bonne qualité du travail. Il fallait les coordonner entre eux et de temps en temps faire la navette pour éviter les temps morts. Moi-même, je ne vendais pas, j'organisais le travail. Le but d'une telle matinée de diffusion, c'est plusieurs choses.

— Premier avantage, on intervient par un travail très large et en même temps en profondeur contrairement aux affiches par exemple où le travail est seulement fait en largeur.

— Deuxième avantage, on vend le journal facilement.

— Troisième avantage, les gens perdent l'image fausse du PCML comme « groupe de colleurs nocturnes et anonymes » en caricaturant un peu.

— Quatrième avantage, cette méthode de diffusion permet de développer l'éducation politique parmi les camarades. Dans les groupes, on met ensemble les jeunes camarades ou sympathisants et les camarades expérimentés.

— Cinquième avantage, ça fait du bien à l'unité de la cellule : on travaille tous ensemble et en même temps, c'est enthousiasmant, il y a de l'émulation et après le vente on fait un apéritif bilan. La camaraderie en sort renforcée !

— Sixième avantage, on prend contact avec des travailleurs. Auparavant, si les lecteurs ne rejoignaient pas le Parti à plus ou moins bref délai, on avait tendance à les délaisser. Mais d'après mon expérience, le recrutement par la vente c'est assez peu courant. Pourtant j'insiste, ce réseau de lecteurs réguliers de la presse du Parti est une richesse. Il faut le bichonner : ce sont les racines qui lient notre Parti aux larges masses. Alors si ces travailleurs ne nous rejoignent pas, à la limite peu importe.

Le recrutement on le fera ailleurs ! Mais prenons le plus grand soin de ces lecteurs là. Maintenant, on va faire un gros truc, le Comité de Parti mobilise plusieurs cellules, militants et sympathisants ensemble. Quelques jours avant, on va diffuser un demi-tract annonçant aux gens le passage des diffuseurs, ensuite c'est la diffusion avec de très nombreux diffuseurs, une voiture sono qui sillonne dans le quartier (cette idée de la voiture sono a été expérimentée avec succès à Dunkerque le jour du meeting de solitarité avec les sidérurgistes. En entendant la sono, les gens nous attendaient sur le pas de leur porte avec des sous). Une idée s'est développée là-dessus : faire un quartier où habitent des camarades ensuite ces camarades repassent eux-mêmes porter le bimensuel aux lecteurs réguliers en le glissant dans la boite aux lettres et vont chercher l'argent en fin de mois. C'est l'idée des diffuseurs individuels qui peuvent commencer le travail après les tournées générales mobilisant toute la cellule et ses sympathisants. On peut d'ailleurs tourner de quartier en quartier jusqu'à parvenir à instaurer des tournées par camarade. Chacun porte ainsi ses cinq, huit journaux aux lecteurs qu'il connait sur son lieu d'habitation. Au bout de quelques mois, les diffuseurs sont installés, si l'on peut dire, et connus des lecteurs, ils peuvent couvrir une zone assez large. Avant, on considérait que la vente du canard n'était qu'un prétexte, l'important était de prendre des contacts, de discuter. Si un gars nous prenait le canard régulièrement, le payait régulièrement mais ne voulait pas discuter, on avait tendance a délaisser ce lecteur et à ne plus lui apporter le journal. D'un autre côté, les camarades se crispaient à l'idée que diffuser c'est bien connaitre la ligne, savoir correctement l'expliquer, savoir développer une argumentation politique, etc. Alors rien d'étonnant si des camarades tiraient au flanc pour la diffusion ou se faisaient porter pâle, si l'on peut dire. Et puis les camarades qui vendaient sans rapporter leur moisson de « discussions politiques » et de « contacts intéressants » avaient toujours l'impression d'avoir raté leur vente. Maintenant, c'est différent : bien sûr, le diffuseur représente le Parti mais il vend un journal et n'explique pas tout un programme. On est redescendu sur terre. Et puis, les contacts ça viendra après lors des tournées pour apporter le journal régulièrement. C'est simple : le bon diffuseur diffuse ! ».

# La souscription reste ouverte

| | |
|---|---|
| TOTAL PRÉCÉDENT | 292.537,56 F |
| Supplément à réabonnement Bimensuel, Clermont-Ferrand | 25,00 F |
| Deux camarades, Clermont-Ferrand | 50,00 F |
| Une camarade, Clermont-Ferrand | 8,00 F |
| Comité de Parti régional, Clermont-Ferrand | 1.000,00 F |
| Pour que vive la presse du PCML, Vendée | 200,00 F |
| Souscription, Pays de Loire | 1.150,00 F |
| Comité de Parti Jeanne Labourbe, Nord | 1.778,00 F |
| Cellule du PCML, Reims | 853,70 F |
| Cellule du PCML, Montpellier | 450,00 F |
| Un Algérien, Montpellier | 2,30 F |
| Une jeune femme, Montpellier | 2,00 F |
| Un jeune, Montpellier | 5,00 F |
| Un camarade instituteur, Montpellier | 50,00 F |
| Un ancien J. C., Montpellier | 4,00 F |
| Vente de photos, Montpellier | 50,00 F |
| Lors d'un porte-à-porte, Montpellier | 2,00 F |
| Vente de photos, Montpellier | 24,00 F |
| Un commerçant, Montpellier | 5,00 F |
| Sur un marché de travailleurs immigrés, Montpellier | 14,00 F |
| Vente de cerises, Montpellier | 60,00 F |
| Vente de photos de lutte, Montpellier | 24,00 F |
| Sur vente d'artisanat chinois, cartes postales, papier à découper, vente à la brocante, Montpellier | 150,00 F |
| Vente nationale du 23/6, Montpellier | 740,00 F |
| Un camarade du bâtiment, Montpellier | 50,00 F |
| Un camarade, Montpellier | 300,00 F |
| Cellule du bâtiment du PCML, Montpellier | 150,00 F |
| Des camarades de Montpellier | 257,30 |
| Pourboire d'une infirmière de Montpellier | 50,00 F |
| Une employée, Montpellier | 20,00 F |
| Supplément à vente HR, Source Perrier, Montpellier | 30,00 F |
| Des normaliens de Nîmes et des camarades de Montpellier | 120,00 F |
| Vente de brochures régionales, Montpellier | 518,00 F |
| Souscription au local, Paris | 10,30 F |
| Collection Bimensuel reliée, G., Charente | 100,00 F |
| Supplément à réabonnement Quotidien plus Bimensuel, D. J., Rennes | 40,00 F |
| Supplément à réabonnement Bimensuel, R. M., Issy-les Moulineaux | 50,00 F |
| Cellule Maïakowski du PCML Marseille | 1.115,00 F |
| Supplément à réabonnement Bimensuel, B. A. Bretagne | 80'00 F |
| Souscription, Morlaix | 900,00 F |
| Souscription, Vive Staline !, Bordeaux | 200,00 F |
| Cellule A. Marty du PCML, Rennes | 250,00 F |
| Une camarade, Rennes | 250,00 F |
| Supplément à réabonnement Quotidien, CH. S., Angers | 120,00 F |
| " " " " " Quotidien plus Bimensuel, V. M., Vannes | 132,00 F |
| Supplément à Quotidien plus Bimensuel, M. J. N., Lorient | 300,00 F |
| Souscription DR Lille | 50,00 F |
| CP du PCML Baena - Bayonne | 260,00 F |
| Cellule du PCML - Barnetche-Bayonne | 200,00 F |
| Souscription V CH - Deux-Sèvres | 300,00 F |
| G.CH. - Limoges | 100,00 F |
| Une femme de ménage en retraite - Paris | 20,00 F |
| Un prof de gymnastique - Paris | 7,00 F |
| Souscription fête du 24 juin 1979 - Brétigny | 1 572,50 F |
| Cellule du PCML Chapelle/Erche - Loire-Atlantique | 960,00 F |
| Cellule du PCML Albert Theisz - Paris | 2 050,00 F |
| Contribution de la section d'Orléans du PCML à la bataille des 40 millions | 3 136,50 F |
| Souscription cellule F. Marty du PCML - Lorient | 1 830,00 F |
| Des camarades - Norvège | 100,00 F |
| Cellule du PCML Zhou Enlai - Bagneux | 500,00 F |
| Cellule du PCML Pierre Sémard - Paris | 220,00 F |
| Deux collections du bimensuel reliées - Paris | 100,00 F |
| Supplément à bimensuel F. PCL - Paris | 2,00 F |
| Bimensuel relié - Paris | 50,00 F |
| HC - Eure-et-Loire | 1 800,00 F |
| Cellule du PCML Bonnets rouges - Bretagne | 600,00 F |
| A une école élargie du PCML-Nord notamment avec des sidérurgistes | 260,00 F |
| Troisième envoi de participation à la souscription - Nice | 536,00 F |
| NOUVEAU TOTAL AU 6 JUILLET 1979 | 318 944,16 F |
| TOTAL PRÉCÉDENT | 318 944,16 F |
| Autour d'une « sardinade » - Marseille | 350,00 F |
| Cellule du PCML Politzer - Rennes | 400,00 F |
| A la vente d'un bimensuel - Loire-Atlantique | 5,00 F |
| Bons de soutien pour la souscription - Loire-A | 105,00 F |
| Un camarade - Loire-Atlantique | 80,00 F |
| VG - Nord | 100,00 F |
| Assemblée générale - Clermond-Ferrand | 368,50 F |
| Deuxième partie de notre souscription - Eure-et-Loir | 306,50 F |
| Deux camarades - Fougères | 500,00 F |
| Un camarade - Indre-et-Loire | 500,00 F |
| Un ouvrier sympathisant - Châteauroux | 100,00 F |
| Un jeune débutant aux PTT - Châteauroux | 10,00 F |
| Une lectrice du bimensuel - Châteauroux | 20,00 F |
| A.G. - Châteauroux | 100,00 F |
| Souscription P.F. - Vannes | 400,00 F |
| M. et Mme M. - Bayonne | 500,00 F |
| Souscription Strasbourg | 97,00 F |
| Cellule du PCML Louise Michel - Lyon | 723,00 F |
| La famille d'un camarade - Lyon | 60,00 F |
| Des camarades de travail - Lyon | 7,00 F |
| Photos de grèves en souscription - Lyon-Vaise | 50,00 F |
| Photos de grèves en souscription - Lyon-Vaise | 170,00 F |
| Cercle Ian Palach - JCML - Perpignan | 20,00 F |
| Sur vente de timbres - Paris | 117,50 F |
| NOUVEAU TOTAL AU 6 JUILLET 1979 | 324 033,66 F |

NOTES DE LECTURE

«Minuit»

# Le roman de Mao Dun vient d'être réédité: à découvrir

LES années 1930 furent particulièrement importantes dans l'histoire de la Chine : le jeune Parti communiste chinois impulse une lutte qui aboutira victorieusement en 1949, les forces réactionnaires se déchirent pour le pouvoir, les puissances occidentales se partagent les richesses de la Chine...

De nombreux intellectuels, artistes et écrivains progressistes prennent une part active aux événements, en créant des œuvres nouvelles comme en témoignent en particulier celles de Pa Kin, Lou Sin, Lao She, Mao Dun...

Souvent à l'époque, ils exerçaient leurs activités dans les zones contrôlées par le Kuomintang, ce qui les obligeait, de fait, à réaliser des œuvres qui n'éveillent pas trop ouvertement les soupçons de la censure, tout en faisant valoir un point de vue antiféodal et anti-impérialiste dans l'esprit de ce que Mao Zedong appellera l'étape de Démocratie nouvelle.

Le roman de *Mao Dun* « *Minuit* », qui vient d'être réédité par les *Editions de Pékin*, reflète cette littérature nouvelle.

« *Minuit* » a été écrit entre juillet 1931 et fin 1932 et à l'origine Mao Dun voulait décrire la société chinoise dans les villes et les campagnes. La maladie et les difficultés financières l'obligèrent en partie à réduire cet ambitieux projet pour ne dépeindre que les événements de la ville de Shanghaï où il résidait alors.

A travers l'histoire de Wou Souen-fou, capitaliste et bourgeois nationaliste, Mao Dun dresse une fresque des forces qui s'affrontaient dans la Chine d'alors. La mort du père de Wou Souen-fou a lieu dans l'indifférence la plus complète et symbolise la fin de l'ancienne Chine. Souen-fou et ses invités sont davantage préoccupés de leurs propres affaires et des rivalités, opposant bourgeoisie compradore et bourgeoisie nationale. Les clans de la bourgeoisie utilisent et manipulent les événements politiques pour spéculer. Face à cette corruption, les paysans se révoltent, les travailleurs se mettent en grève. Chaque événement aiguise les rivalités au sein des fractions de la bourgeoisie et Wou Souen-fou, bourgeois national, dans une Chine alors soumise à la domination étrangère, sera écrasé.

Mao Dun fait preuve d'un sens de l'observation aigu et d'une grande sensibilité. De par son style, où se mêlent romantisme et réalisme, « Minuit » est une des grandes œuvres de la littérature chinoise contemporaine et c'est un exemple de littérature nouvelle dans les périodes de lutte anti-impérialiste et anticapitaliste.

— A la librairie *La Force du livre* à Lyon.
— A la librairie *Les Herbes sauvages* : prix 24 F.
— A son service de vente par correspondance : Livres service, 24 rue Philippe de Girard — PARIS 10e.
(Ajouter 5 F pour les frais de port).

# ECHOS *des entreprises et quartiers*

*SNCF*

## Une nouvelle voie dangereuse

NOUS savions par expérience que la direction de la SNCF voulait la rentabilité de « son » entreprise, nous connaissons sa rapacité en matière de tarif voyageurs, ce que nous ne savions pas encore, c'est que la direction de la SNCF était capable d'exiger des dédommagements quand des ouvriers bloquaient les voies.

Ce fut le cas pour les sidérurgistes de Lorraine un 16 février 1979. La gare de Thionville fut occupée et le trafic fut détourné.

La direction de la SNCF, s'estimant lésée, réclame ni plus ni moins que 12 976 F de dommages et intérêts à la municipalité de Thionville. La somme n'est pas très importante, mais le principe lui-même est un véritable défi aux travailleurs.

Si jamais un tribunal quelconque donnait raison à la direction de la SNCF, le pli serait vite pris. Chaque action de ce type serait une occasion pour la SNCF d'arrondir son budget.

Le mépris des revendications des travailleurs ne connait pas de limites comme le mépris des voyageurs d'ailleurs.

La SNCF remboursera-t-elle les gens bloqués entre Paris et Orléans cet hiver à cause de son incurie en matière de nettoyage des voies. Pour faire des économies d'énergie, « on » n'avait pas hésité à couper le courant ce qui avait bloqué les systèmes de chauffage des voies et par conséquent favorisé le gel des rails.

*PICARDIE*

## La logique des capitalistes est en marche chez Boyer

QUAND les capitalistes décident de « sauver » une entreprise, en général cela signifie des licenciements pour les travailleurs. Cette logique implacable est encore une fois de plus appliquée chez Boyer (matériel de manutention) à St-Quentin dans le département de l'Aisne.

170 licenciements viennent d'être annoncés après la décision de la firme allemande PHB-Someral de reprendre l'usine.

106 personnes seulement seraient reprises. Mais là, nous nous méfions. On a déjà connu ça avec le plan Vosges. On ferme des usines et le gouvernement annonce à grands renforts de publicité la mise au point d'un plan qui au bout d'un an d'application n'a toujours pas donné de résultats positifs. Alors l'avenir nous dira si les 106 de chez Boyer seront vraiment réembauchés.

## Manifestation des travailleurs de chez Dassault

Les travailleurs de chez Dassault sont venus manifester mardi matin sur les Champs-Elysées. Ils étaient plusieurs centaines venus de plusieurs usine du groupe. Ils étaient venus réclamer une hausse des salaires.

## Répression antigrève au port de Rouen

DANS le cadre de la semaine d'action de la CGT du début de ce mois, les agents du port de Rouen avaient débrayé deux heures. La direction, pour la première fois depuis des années et des années, leur a retenu leur journée de salaire à titre de représailles.

Les 2 000 agents du port autonome se sont mis en grève mardi 25 septembre pour exiger le retrait de cette décision portant atteinte au droit de grève.

## Un militant CGT agressé par des nervis à Blois

DEPUIS de nombreux mois, les travailleurs de l'usine DBA à Blois sont en lutte contre les restructurations entreprises par la direction du groupe. La direction refuse ostensiblement de négocier. Le climat s'est dégradé ces derniers jours à Blois. Les travailleurs ont été expulsés de leur entreprise par les CRS, les cadres ont été chargés de liquider les « critiqueurs », des militants syndicaux, des syndiqués ont été licenciés.

Et dernièrement, Claude Tournebise, militant de la CGT de l'usine Air-Equipement de Blois (groupe BDA), membre du PCF, a été lâchement agressé par des nervis au service du patronat. Il a été hospitalisé. C'est une atteinte de plus aux droits fondamentaux d'expression et syndical. Nous ne saurions le tolérer. Le libéralisme de Giscard part en lambeaux. Son vrai visage de réactionnaire apparait au grand jour.

## Les ouvriers de la CFEM en grève

LA CFEM, c'est la Compagnie française des entreprises métalliques. Cette société a décidé de licencier des centaines de travailleurs. Les ouvriers de l'usine d'Oissel, près de Rouen, ont protesté contre les licenciements qui les guettent, en bloquant le train Paris-Le Havre en gare d'Oissel. Depuis le 17 septembre, les travailleurs de cette entreprise sont en chômage technique.

## Répression antisyndicale à Uzès

D'après un tract CGT

LE service de pédo-psychiatrie d'Uzès accueille des enfants en difficulté. Ce n'est pas l'asile, ni la prison, ni la « maison de correction ». Pas de blouse blanche, pas de seringue, pas de drogue, pas de camisole clinique, pas de rééducation autoritaire ni remise au pas aveugle.

Un lieu où des femmes et des hommes ont décidé de faire de la psychiatrie autre chose qu'une énorme machine à normaliser la pensée et les comportements. Les travailleurs de ce service ont transformé l'asile qu'ils ont trouvé en arrivant en une unité de soin dont la qualité des résultats est incontestable.

Monsieurs Mauras, directeur de l'hôpital général, est opposé à cette façon d'envisager le traitement des enfants dans un service de psychiatrie infantile. A coup de sanctions scandaleuses, il a décidé d'interdire, à lui seul, toute l'évolution de ce service et de le ramener de force à un fonctionnement moyennageux.

### LA PREUVE : EN HUIT JOURS !!!

— Il nomme contre l'avis des medecins chefs de service et du personnel un éducateur chef venu d'un service extérieur à la psychiatrie infantile pour « mettre de l'ordre » et, selon ses dires, « tomber des têtes ». Cet éducateur chef prend la place d'une éducatrice responsable du service depuis six ans à qui M. Mauras avait promis le poste.

— Il décide d'embaucher la femme de cet éducateur chef en licenciant une éducatrice.

— Il licencie un éducateur, responsable syndical, pour une durée d'un mois à demi-traitement, en prétextant une altercation avec l'éducateur-chef.

— Il permet l'intervention de la police dans le service et au domicile de cet éducateur.

— Il décide le licenciement de deux auxiliaires.

— Il sanctionne pécunièrement l'éducatrice responsable en lui supprimant une prime.

*Monsieur Mauras sera-t-il le Furnon du service public ? Nous le craignons !*

Uzétiens, soutenez-nous pour nous aider à :

— Continuer un travail de qualité auquel nous sommes attachés ;

— Empêcher les licenciements et les atteintes aux droits syndicaux ;

— Exiger la levée des sanctions anormales.

*L'intérêt des enfant est en jeu !*

Un débat public sur la psychiatrie infantile a été organisé. Après le débat à la mairie, 200 personnes ont défilé dans les rues d'Uzès pour protester contre les décisions arbitraires de la direction de l'hôpital. Le maire d'Uzès, membre du Parti socialiste, s'était opposé à cette manifestation, mais les gens présents sont passés outre.

## De quel bois je me chauffe ?

A RHONE-ISERE (clefs et serrures Ronis) de Vaise à Lyon, ce matin-là il fait 13 degrés seulement dans les ateliers. Et on amuse les gens : pas moyen de trouver un responsable habilité à mettre en route le chauffage. Tous se renvoient la balle... En fait, il n'y pas de petites économies quand elles peuvent être réalisées sur le dos des ouvriers.

Là-dessus, l'atelier de montage déclenche un beau raffut : coups de maillets sur les tables (en guise d'échauffement sans doute...). Et miracle ! Voilà le chauffage soudain mis en route et pour tous les ateliers.

Peut-être que pour ces messieurs, ça commançait justement, et un peu trop, disons... à chauffer !?

## Grève à Peugeot Argentine

LES travailleurs de Peugeot-Argentine sont en grève pour des revendications salariales. Ils réclament la parité avec les salaires de Mercedes-Benz, ce qui équivaut à une augmentation de 23 % des salaires.

La firme a jusqu'ici offert 8 %, puis 12 %. Les ouvriers ont été expulsés de l'usine vendredi dernier par la police.

L'usine Peugeot se trouve à Berazategui dans la banlieue de Buenos-Aires.

# BLOC-NOTES

AGIT-PROP CENTRALE

## Matériel prévu

Une affiche grand format : *« Adhérez au PCML »*, une affiche grand format de propagande pour le quotidien : *« Chaque jour L'Humanité rouge au cœur de vos luttes »*, un bandeau 80 X 20 : *« Lisez L'Humanité rouge »*.

Nous demandons aux camarades concernés de nous fournir leurs estimations en considérant qu'il s'agit d'une campagne à long terme (deux à trois mois).

*Administration*

**La Faucille**

*est parue*

*Dans ce numéro, des extrait des textes de la conférence paysanne du PCML.*

La Faucille : Abonnement 1 an : 60 F.
BP 258 75866 Paris cédex 18. CCP 17 56483 B Paris.

## 30e anniversaire de la République populaire de Chine

### Activités de l'AAFC à Paris

*I — Au centre Pompidou*

— *Un cycle de conférences* aura lieu en septembre-octobre-novembre. Il sera conjointement organisé par l'AAFC (l'Association des amitiés franco-chinoises) et la Bibliothèque publique d'information. Ces conférences seront animées par Claude Hudelot de France-Culture.

Pour l'instant sont prévues.

— Dans la petite salle du centre (sous-sol) :
- *Jeudi 27 septembre* : Art et littérature chinois (avec Vercors et Jacques Dars) ;
- *Jeudi 4 octobre* : La Chine dans le monde (avec F. Manac'h) ;
- *Vendredi 12 octobre* : Les minorités nationales (avec Régis Bergeron de retour du Tibet, Jean Golfin, Claudette Castan) ;
- *Vendredi 19 octobre* : Témoignage de Han Suyin.

— Dans la salle de la BPI (Jean Renoir) :
- Le cinéma chinois, l'enseignement du chinois et les échanges universitaires, la justice, l'économie chinoise (avec P. Gentelle, A. Lefebvre, Hélène Marchisio) — dates non encore communiquées.

— *Une exposition de photos (« Vu en Chine »)* à laquelle participent entre autres, des photographes envoyés en Chine par l'Association. Elle a lieu du 5 septembre au 26 novembre dans la BPI (vernissage le 19 septembre à 18 h 30).

— *Un cycle de films* (fiction et documentaires) se déroulera du 24 au 29 octobre.

*II — Salle Pleyel*

Grande soirée d'amitié le samedi 13 octobre à 20 h, avec Han Suyin et le film chinois *Printemps précoce* présenté cette année à Cannes (hors festival).

*Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste*

NOM .....
PRENOM .....
Lieu de travail .....
Adresse .....
Code postal .....

*(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).*

**l'humanité rouge**

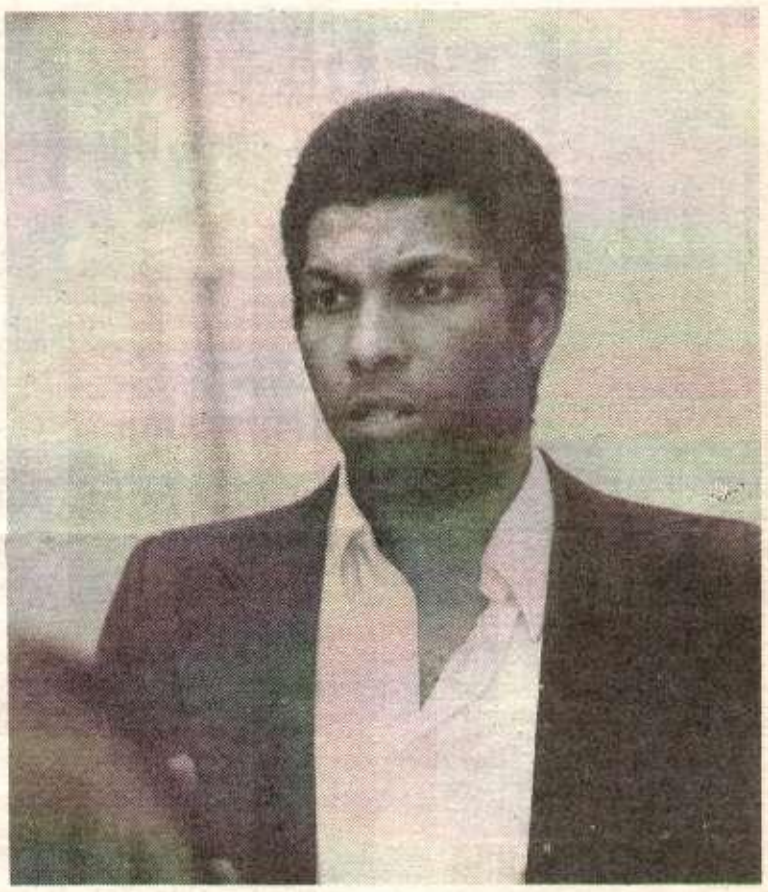
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier — International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : B.P. 201 — 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouère
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

BLACK IS BEAUTIFUL

# La culture noire enfin à Paris

*Entretien avec Benjamin-Jules Rosette de l'ensemble culturel du Théâtre Noir à Paris*



**Il s'appelle Benjamin Jules Rosette, il est immense à la dimension de l'œuvre qu'il anime : le premier centre culturel noir, véritable caisse de résonances des cultures d'Afrique, des Caraïbes et des Antilles qui va ouvrir ses portes à Paris le 6 octobre. Enfin la culture des peuples antillais, caraïbes et africains bafouée par le colonialisme aura droit à la place qu'elle mérite.**

**Benjamin Jules Rosette parle avec passion du centre culturel du Théâtre Noir.**

*Q : L'ensemble culturel du Théâtre Noir, une première en Europe ?*

— C'est la première fois en Europe, d'après ce que je crois savoir. Les artistes noirs d'Afriqye ou des Antilles ont toujours eu de grandes difficultés pour s'exprimer en tant que tels.

Le *Théâtre Noir* a toujours dû mendier une salle et un lieu de création. Il y a eu les locaux de Bicêtre (un ancien entrepôt), la salle de spectacle, la régie, l'administration formaient une seule pièce. Les répétitions étaient interrompues par les sonneries du téléphone.

Cet ensemble culturel ne serait pas monopolisé par la troupe du *Théâtre Noir*.

## Pour faire connaitre la culture noire

Il est très important que ce projet voie le jour en France, c'est même plus important qu'aux Etats-Unis. Cela donne à notre initiative une dimension internationale. La France est un carrefour d'influences entre le Nord et le Sud. Il existe beaucoup de chanteurs africains ou antillais mais peu ont un public extérieur à leur pays ; ils passent rarement en Europe, sauf Myriam Makeba ou Manu Dibemgo. Alors qu'il y a un large public qui existe. La culture noire est ignorée ou étouffée. On l'a piétinée pour justifier le colonialisme.

## Un lieu de rencontre

C'est pour cela que nous voulons créer un lieu de rencontre et de dialogue, pour permettre au public français de connaître la culture africaine et antillaise.

Ce lieu doit permettre aux Africains et aux Antillais d'apprendre à se connaître par leurs cultures respectives. En effet, la culture qu'ils connaissent, c'est la culture française. L'éducation reçue à distance aux Antilles et en Afrique, c'est *« nos ancêtres les Gaulois »*. Il faut que les Antillais se rapprochent des Africains non pas pour s'africaniser, mais pour qu'ils s'acceptent en tant que négres.

Il y a beaucoup de similitudes et de parallélismes entre les cultures antillaise et africaine ; cela s'explique historiquement. Les Antilles ont été peuplées à partir d'Africains emmenés de force en esclavage par les colonialistes. Il y a très peu d'Antillais qui connaissent leur culture. Ainsi, pour le carnaval, aux Antilles, les gens portent des masques. Or, ce sont des masques africains dont les Antillais ne connaissent pas du tout le symbolisme ou la signification qui est africaine.

## A l'origine la troupe du Théâtre noir

Notre but est de faire connaître le théâtre noir, la littérature négro-africaine, antillaise, africaine. Vendre des spectacles partout, tant en France que dans toute l'Europe.

La troupe du Théâtre Noir elle-même a quatre ans d'existence. A son actif : six créations, des créations mondiales, à Paris, au festival d'Avignon, au festival international du théâtre de Lille. C'est la seule troupe des Antilles-Afrique en France.

Nous avons joué au Luxembourg, en Pologne, en Italie, nous avons donné des représentations supplémentaires en Allemagne, en Belgique. Nous avons des propositions au Canada pour le *Gouverneur de la Rosée* de Jacques Roumain. Nous avons joué *A la rencontre du petit matin* de Césaire et Cheik Amidou Kane, *Feu de brousse* de Tchicaya U Tam Çi.

Au festival d'Avignon, nous avons interprété le *Zoulou* du même auteur : *Chaca le Zoulou* ou le Napoléon africain qui voulait unifier l'Afrique en créant le peuple Zoulou.

*Toussaint l'Ouverture* à la Cité internationale, Toussaint Louverture le premier nègre général dans l'armée française qui a crée la première République noire, *Les enfants de Zombie* de Georges Desportes. Zombie est un blanc, un conquérant, et sa femme, diablesse, a un enfant qui est noir, qui revendique le droit à la parole.

Cette troupe du *Théâtre Noir* demande une dépense d'énergie extraordinaire ; c'est presque une entreprise suicidaire. Été, hiver, nuit et jour, sous la pluie, avec le verglas, nous sommes sur les routes pour vendre des spectacles, obtenir des salles. On sent que chez les comédiens noirs, les motivations, les revendications, les aspirations sont très fortes.

Il faut que les choses se disent, se fassent. Pour cette culture, qui a été piétinée, bafouée, il y a urgence. Ce ne sont peut-être pas les mêmes motivations que celles des troupes françaises.

## Aux Antilles : émergence de la culture nationale

Aux Antilles, de plus en plus, la culture se développe. Aimé Césaire a développé les maisons de jeunes et de la culture. Les *« Troupes Noires »* se multiplient, mais elles ont une dimension départementale. Elles ne viennent en France que lorsqu'elles ont le feu vert de Paris.

Paris étant un carrefour de la culture internationale, nous voulons faire un centre de rencontre au niveau théâtre, musique, danse, musique, ballet.

Au festival de Fort-de-France, en Martinique, avec 200 à 250 personnes chaque soir, il y avait beaucoup de jeunes. On sent chez eux un grand besoin de s'exprimer. Nous avons fait à l'occasion de ce festival un stage de théâtre. Nous avions de très nombreux élèves martiniquais. Cela a des répercussions sur l'ensemble de la culture. Ils vont d'ailleurs, participer au festival de la francophonie du 5 au 19 août à Nice. Ils nous ont demandé de passer ici.

## Pour les immigrés antillais

Cet ensemble culturel doit être un lieu de rencontre et de dialogue pour les déracinés que sont les travailleurs immigrés des Antilles, pour qu'ils renouent avec leur culture, pour canaliser les dépenses d'énergie.

*« Qu'est-ce que tu veux qu'on foute dans ce pays ? »* disent-ils. Nous organiserons des journées antillaises, africaines. Nous voulons un lieu pour centraliser les choses. Nous ferons de l'animation en liaison avec les comités d'entreprise, les écoles, les associations d'immigrés, le « bouche à oreille » (le télégueule).

Nous organiserons aussi une initiation aux percussions et aux danses africaines et antillaises, ainsi qu'au soul jazz, initiation aussi à la guitare africaine, aux claquettes, à la coiffure et au costume noir. Il y aura aussi des ateliers de marionnettes antillaises. Les personnages Boua Boua que nous réaliserons à partir de matériaux antillais. Nous recevrons aussi une troupe de marionnettes togolaises à 15 h du 11 au 14 octobre. Nous animerons nous mêmes un atelier en vue d'un spectacle sur la mort vécue en Afrique d'après les rituels, les chants, les danses et les contes.

Mais pour nous, la culture antillaise recoupe dans une certaine mesure celles d'Afrique, d'Amérique et du Brésil. Partout où des noirs ont été emmenés en esclavage. Ce lieu que nous créons correspond à une attente. C'est un commencement.

*Propos reccueillis par Léon CLADEL*

*Benjamin Jules Rosette de l'Ensemble culturel du Théâtre Noir à Paris.*

*Ensemble culturel du Théâtre Noir* 23, rue des Cendriers, 75020 Paris. Tel : 797-85-14/15/16

Inauguration le 6 octobre, avec animation du quartier.

Début des activités le 9 octobre.